



Mémorial de la Shoah : la Métropole sort de son silence

Le mémorial de la Shoah devrait être installé en vis-à-vis du monument à la gloire de la République, place Carnot.

Photo Progrès/Joël PHILIPPON

La présidente du CRIF vient d'adresser un courrier au Premier ministre pour l'alerter sur la paralysie dans laquelle se trouve le projet du mémorial de la Shoah, prévu place Carnot. L'association, qui attend le feu vert de la Métropole, s'interroge sur ce silence. Contacté par le Progrès, Bruno Bernard répond.

Après avoir vu le CRIF Auvergne-Rhône-Alpes, l'association des Fils et Filles des déportés juifs de France et l'amicale des anciens déportés d'Auschwitz-Birkenau et des camps de Haute-Silésie réussir à se rapprocher pour créer l'association pour l'édification d'un mémorial de la Shoah à Lyon, on pensait que le plus dur était fait.

C'était il y a plus de deux ans, Benjamin Orenstein, était encore en vie. Ce rescapé lyonnais des camps de concentration qui avait posé les premiers jalons pour que ce mémorial voit le jour à Lyon affirmait : « Un jour nous ne serons plus là et on ne parlera plus de la Shoah. Mais le mémorial, lui sera là. »

Soutien de Grégory Doucet

On l'imaginait place Carnot, à proximité de la gare de Perrache d'où partaient les convois de déportés. Implanté dans la droite ligne du Veilleur de Pierre à Bellecour symbole de Lyon, capitale de la Résistance, il devait rappeler que la ville a connu les heures les plus sombres de l'histoire et s'élever telle une vigie

« pour les générations futures et les passants. » On le voulait « en forme d'œuvre d'art significative, d'une parfaite lisibilité, propre à retenir l'œil du passant et à l'interpeller, accompagné de cette seule inscription : "En mémoire des six millions de victimes de la Shoah, dont un million et demi d'enfants (1933 - 1945), 6 200 venaient de notre région" ». Dans la foulée, l'association lançait un appel aux parrainages et aux dons pour son financement et recevait le soutien inconditionnel des collectivités, Région, Ville de Lyon, Métropole. Mais entre le Covid et les élections, le lancement du concours international pour sélectionner l'artiste qui réalisera l'œuvre était reporté.

Aujourd'hui, alors que le cahier des charges est en cours de rédaction, il semble carrément bloqué. Si Grégory Doucet, quelques mois après sa victoire, rendait son soutien politique et financier, officiel, du côté de Bruno Bernard, président de la Métropole, c'est un silence radio persistant. Or, comme l'emplacement choisi appartient à la Métropole, c'est elle qui doit officiellement accorder l'usage du lieu à l'association pour édifier le mémorial et lancer le concours. « On a bien rencontré le 26^e vice-président de la Métropole en charge des Associations. Mais depuis, il ne se passe rien. On voulait lancer le concours international début 2021, la fin de l'année approche », affirme le procureur général honoraire, Jean-Olivier Viout, qui préside l'association portant ce projet de mémorial.

Il n'en fallait pas plus pour que l'af-

faire prenne une tournure politique. Il y a quelques jours, alors que le conseil d'administration de l'association venait d'avoir lieu, le groupe d'opposition Pour Lyon à la Ville de Lyon et Inventer la Métropole de Demain à la Métropole a adressé une lettre ouverte à Bruno Bernard afin de l'interpeller sur cette absence de réponse et lui demander de « soutenir l'édification du mémorial de la Shoah ». Un mois plus tôt, Philippe Cochet, président d'opposition de la droite et du centre à la métropole de Lyon, prenait la plume pour demander officiellement que le sujet soit inscrit à l'ordre du jour du conseil métropolitain.

« Un mémorial républicain nécessaire au regard de ce que nous vivons »

Nicole Bornstein, elle, a décidé de taper plus haut. La présidente du CRIF, l'une des vice-présidentes de l'association pour le Mémorial, vient d'écrire au Premier ministre Jean Castex pour l'interpeller sur la paralysie du dossier. « Est-ce une décision idéologique ? Je ne sais pas. Mais on peut s'interroger. En tout cas, dans la conjoncture actuelle, c'est un mauvais message qui nous est adressé », dit-elle, en rappelant que ce mémorial n'est ni politique, ni religieux. « C'est un mémorial républicain. Il est nécessaire au regard de ce que nous vivons et de ce qui s'est passé. » Jean-Olivier Viout ajoute encore : « On n'en est même pas à demander un engagement financier à la Métropole. On veut juste ce document entérinant

que la Métropole autorise la création du mémorial place Carnot. Nos donateurs s'interrogent (100 000 euros ont été récoltés avec des fonds privés, Ndlr) et ne comprennent pas pourquoi cela bloque. » Une manière de rappeler au passage que Lyon, par l'entremise de Grégory Doucet, s'est réengagée, comme l'avait fait Gérard Colomb, à verser 75 000 euros pour ériger ce monument, tandis que David Kimelfeld, ancien président de la Métropole s'était engagé sur la même somme. La Région, elle, a réitéré son soutien pour 150 000 euros.

La Métropole s'engage

Alors, la Métropole aurait-elle des réticences à voir ce mémorial sortir de terre ? Dans l'entourage de Bruno Bernard, on assure que la collectivité « ne bloque pas le mémorial » mais que « le temps d'instruction du dossier est complexe car les études sur le plan technique prennent du temps dans les services. »

On se veut rassurant. « Il y a un accord de principe du Président sur le mémorial. Un accord de principe pour l'installation sur le site et un accord de principe pour un accompagnement urbanistique du projet. C'est un peu long et technique », dit-on tout en affirmant qu'une réponse va leur « être apportée d'ici quelques semaines. » Elle devrait être porteuse d'une autre bonne nouvelle : selon nos informations, Bruno Bernard devrait confirmer le soutien financier de la Métropole à hauteur de 75 000 euros.

Tatiana VAZQUEZ